



États financiers consolidés intermédiaires résumés
pour les périodes de trois mois terminées
les 30 juin 2019 et 2018

(non audités et non examinés par les auditeurs indépendants)

	Trois mois terminés les 30 juin	
	2019 \$	2018 \$
<i>En milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs au résultat par action</i>		
Revenus (note 7)	20 228	21 128
Coût des services (note 13)	5 297	4 964
Marge brute	14 931	16 164
Charges d'exploitation		
Frais généraux et frais d'administration	2 812	2 817
Frais de vente et de commercialisation	4 411	4 864
Technologie (note 13)	5 194	5 259
	12 417	12 940
Résultat d'exploitation	2 514	3 224
Gain (perte) de change	(364)	316
Perte sur cession d'une filiale (note 5)	(257)	-
Frais financiers (note 12b))	(354)	(277)
Quote-part dans une coentreprise	-	(6)
Résultat avant impôts sur le résultat	1 539	3 257
Charge d'impôts sur le résultat	488	825
Résultat net de la période	1 051	2 432
Résultat par action		
De base et dilué	0,07	0,16
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation		
De base et dilué	14 848 779	14 848 779
Nombre d'actions en circulation à la fin de la période	14 848 779	14 848 779

	Trois mois terminés les	
	30 juin	
	2019	2018
<i>En milliers de dollars canadiens</i>	\$	\$
Résultat net de la période	1 051	2 432
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net		
Variation des gains (pertes) non réalisés sur les contrats de change à terme désignés comme éléments de couverture, déduction faite des impôts différés	181	(220)
Reclassement des pertes (gains) réalisées sur les contrats de change à terme, déduction faite des impôts différés	89	(70)
	270	(290)
Résultat global de la période	1 321	2 142

	Au 30 juin 2019 \$	Au 31 mars 2019 \$
<i>En milliers de dollars canadiens</i>		
Actif		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17 045	13 339
Trésorerie détenue pour le bénéfice de tierces parties	1 127	826
Comptes débiteurs	7 646	7 282
Impôts sur le résultat à recevoir	-	253
Crédits d'impôt à recevoir	4 290	4 964
Charges payées d'avance et dépôts	2 234	2 417
Balance de prix de vente à recevoir (note 5)	1 000	-
Actifs détenus en vue de la vente (note 8)	8 610	28 805
	41 952	57 886
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	1 883	1 997
Actifs au titre du droit d'utilisation (note 4)	9 425	-
Actifs incorporels	6 722	6 264
Actifs incorporels d'acquisition	6 743	7 344
Goodwill	90 149	90 149
Impôts différés	3 265	5 276
	160 139	168 916
Passif		
Passifs courants		
Comptes créditeurs et charges à payer	8 607	10 927
Autres créditeurs	2 374	2 114
Impôts sur le résultat à payer	225	646
Revenus différés	15 174	14 727
Instruments financiers dérivés	57	424
Tranche à court terme de l'avantage incitatif reporté (note 4)	-	136
Obligation locative (note 4)	1 231	-
Passifs détenus en vue de la vente (note 8)	2 562	4 132
	30 230	33 106
Passifs non courants		
Dette à long terme (note 9)	13 145	24 935
Avantage incitatif reporté (note 4)	-	475
Impôts différés	7 430	9 696
Obligation locative (note 4)	8 794	-
	59 599	68 212
Capitaux propres		
Capital-actions (note 10)	78 051	78 051
Réserves	3 173	2 903
Résultats non distribués	19 316	19 750
	100 540	100 704
	160 139	168 916

Trois mois terminés le 30 juin 2019

	Réerves					
	Capital- actions	Avantages du personnel régés en instruments de capitaux propres	Couverture des flux de trésorerie	Total	Résultats non distribués	Total
<i>En milliers de dollars canadiens</i>	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 mars 2019	78 051	3 213	(310)	2 903	19 750	100 704
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	1 051	1 051
Autres éléments du résultat global de l'exercice après impôts sur le résultat	-	-	270	270	-	270
Résultat global de la période	-	-	270	270	1 051	1 321
Dividendes déclarés sur actions ordinaires (note 10)	-	-	-	-	(1 485)	(1 485)
Solde au 30 juin 2019	78 051	3 213	(40)	3 173	19 316	100 540

Trois mois terminés le 30 juin 2018

	Réerves					
	Capital- actions	Avantages du personnel régés en instruments de capitaux propres	Couverture des flux de trésorerie	Total	Résultats non distribués	Total
<i>En milliers de dollars canadiens</i>	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 mars 2018	78 051	3 213	(42)	3 171	51 331	132 553
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	2 432	2 432
Autres éléments du résultat global de l'exercice après impôts sur le résultat	-	-	(290)	(290)	-	(290)
Résultat global de la période	-	-	(290)	(290)	2 432	2 142
Dividendes déclarés sur actions ordinaires (note 10)	-	-	-	-	(1 485)	(1 485)
Solde au 30 juin 2018	78 051	3 213	(332)	2 881	52 278	133 210

	Trois mois terminés les	
	30 juin	
	2019	2018
	\$	\$
<i>En milliers de dollars canadiens</i>		
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX		
Activités opérationnelles		
Résultat net de la période	1 051	2 432
Ajustements pour les éléments suivants :		
Amortissements (note 11)	1 630	2 071
Amortissement de l'avantage incitatif reporté	-	(33)
Amortissement des frais de financement reportés	9	10
Charge d'intérêts	345	267
Effet de change	362	(271)
Quote-part dans une coentreprise	-	6
Impôts différés	(365)	118
Charge d'impôts exigibles sur le résultat comptabilisée en résultat	853	707
Perte sur cession d'une filiale	257	-
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 12 a))	(1 461)	(972)
Intérêts payés	(292)	(267)
Impôts sur le résultat payés	(1 343)	(1 715)
	1 046	2 353
Activités d'investissement		
Produit de cession d'une filiale	17 950	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	(127)	(235)
Acquisition d'actifs incorporels	(970)	(793)
Distribution provenant d'une coentreprise	-	425
	16 853	(603)
Activités de financement		
Remboursement de la dette à long terme	(11 799)	(1 200)
Diminution de l'obligation locative	(358)	-
Dividendes en espèces versés sur actions ordinaires	(1 485)	(1 485)
	(13 642)	(2 685)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice	4 257	(935)
Effet de la variation du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(250)	214
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	14 165	14 561
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	18 172	13 840
La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les éléments suivants de l'état de la situation financière :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17 045	12 073
Trésorerie détenue pour le bénéfice de tierces parties	1 127	1 767

1 Constitution et nature des activités

Technologies Interactives Mediagrif Inc. (la « Société ») fournit des solutions de commerce électronique aux consommateurs et aux entreprises. Elle exerce ses activités par l'entremise de ses filiales en propriété exclusive. La Société détenait également une participation dans une coentreprise jusqu'au 27 juillet 2018 (note 14).

Constituée le 16 février 1996 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, la Société est inscrite à la Bourse de Toronto. L'adresse de son siège social est le 1111 St-Charles Ouest, Tour Est, bureau 255, Longueuil, Québec, Canada.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été approuvés par le conseil d'administration le 6 août 2019. Les montants y figurant sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire.

2 Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* en appliquant des principes comptables conformes aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés n'incluent pas toutes les informations requises selon les IFRS pour des états financiers complets, en particulier les notes complémentaires, et doivent donc être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels de la Société de l'exercice terminé le 31 mars 2019. Les états financiers annuels de la Société sont disponibles sur le site de SEDAR à l'adresse suivante : www.sedar.com et sur le site internet de la Société à l'adresse suivante : www.mediagrif.com.

3 Estimations et jugements de la direction

La préparation d'états financiers consolidés selon les IFRS exige que la direction effectue des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés des revenus et des charges au cours de l'exercice, sur les montants constatés de l'actif et du passif et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers. Pour les principales hypothèses et estimations utilisées dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, se référer à la note 5 des états financiers consolidés annuels de l'exercice terminé le 31 mars 2019. De plus, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés comprennent les principales hypothèses et estimations suivantes :

Évaluation des actifs au titre du droit d'utilisation et des obligations locatives

Les paiements de location futurs utilisés pour calculer la valeur de l'actif au titre du droit d'utilisation et de l'obligation locative comprennent les paiements relatifs aux options de renouvellement, de résiliation ou d'achat dont l'exercice est raisonnablement certain. La détermination de l'avantage économique à exercer ces options requiert l'usage d'hypothèses et d'estimations telles que l'utilisation prévue du bien loué et les conditions futures du marché. La prise en compte ou non des paiements relatifs aux options de renouvellement, de résiliation ou d'achat peut avoir une incidence significative sur la valeur de l'actif au titre du droit d'utilisation et de l'obligation locative.

4 IFRS adoptées au cours du présent exercice

Le 1er avril 2019, la Société a adopté la norme IFRS 16 qui s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er avril 2019. La Société a appliqué la norme IFRS 16 de manière rétrospective en comptabilisant l'effet

cumulatif de l'application initiale à la date de première application, sans retraitement des soldes comparatifs au 31 mars 2019.

La norme IFRS 16 remplace les normes suivantes : IAS 17 Contrat de location, IFRIC 4 Déterminer si un accord contient un contrat de location, SIC-15 Avantages dans les contrats de location simple et SIC-27 Évaluation de la substance des transactions prenant la forme juridique d'un contrat de location. IFRS 16 introduit un modèle unique de comptabilisation des contrats de location pour le preneur qui entraîne la constatation de tous les contrats de location à l'état de la situation financière en comptabilisant un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative. Des exemptions sont permises concernant les contrats de location à court terme et les contrats de location dont l'actif sous-jacent a une faible valeur.

Pour les contrats de location antérieurement classés en tant que contrats de location simple, la Société a comptabilisé une obligation locative évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers restants, déterminée à l'aide du taux d'emprunt marginal de la Société au 1^{er} avril 2019 ainsi qu'un actif au titre du droit d'utilisation d'une valeur correspondante diminuée des soldes liés aux avantages incitatifs reportés. À l'état consolidé du résultat, la charge de loyer est remplacée par l'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation et par les intérêts sur l'obligation locative calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Dans le cadre de la transition à la norme IFRS 16, la Société s'est prévaluée des mesures de simplification suivantes :

- La Société a appliqué un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques similaires; et
- La Société a comptabilisé les contrats de location dont l'échéance se situe dans les 12 mois suivant la date de première application comme s'il s'agissait de contrats à court terme, en portant les loyers en résultat net de manière linéaire sur la durée du contrat.

L'application rétrospective de la norme IFRS 16 a eu l'incidence suivante sur les informations comparatives présentées dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société :

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Au 31 mars 2019	Retraitement	Au 1^{er} avril 2019
	\$		\$
État consolidé de la situation financière			
Actif au titre du droit d'utilisation	-	9 775	9 775
Avantage incitatif reporté (passifs courants)	136	(136)	-
Avantage incitatif reporté (passifs non courants)	475	(475)	-
Obligation locative (passifs courants) ⁱ⁾	-	1 261	1 261
Obligation locative (passifs non courants) ⁱ⁾	-	9 122	9 122

ⁱ⁾ Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré appliqué aux obligations locatives comptabilisées dans l'état de la situation financière au 1^{er} avril 2019 est de 3,55 %.

La réconciliation des engagements de location simple divulgués selon la norme IAS 17 au 31 mars 2019 et de l'obligation locative comptabilisée au 1^{er} avril 2019 selon la norme IFRS 16 se présente comme suit :

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Au 1^{er} avril 2019
	\$
Paiements minimaux futurs au titre de la location simple au 31 mars 2019	5 841
Mesure de simplification pour contrats échéant dans 12 mois ou moins au 1 ^{er} avril 2019	(186)
Effet de l'actualisation au taux d'emprunt marginal	(1 307)
Options de renouvellement dont l'exercice est raisonnablement certain	6 035
	10 383

Les méthodes comptables appliquées depuis le 1er avril 2019 sont les suivantes :

Contrats de location – La Société en tant que preneur

Lorsqu'un contrat est conclu, la Société évalue s'il est ou contient un contrat de location. Un contrat est ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un actif déterminé.

Tous les contrats de location sont constatés à l'état de la situation financière en comptabilisant un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative, sauf pour les contrats d'une durée de 12 mois ou moins et les contrats dont l'actif sous-jacent est de faible valeur qui sont portés en résultat de façon linéaire sur la durée du contrat.

L'actif au titre du droit d'utilisation figure à l'état consolidé de la situation financière et est évalué au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. L'amortissement est calculé sur la durée la plus courte entre la durée du contrat de location et la durée d'utilité estimée.

L'obligation locative figure à l'état consolidé de la situation financière et est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Celle-ci est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de location futurs selon le taux implicite du contrat, s'il peut être déterminé facilement, ou le taux d'emprunt marginal de la Société. Les paiements de location futurs incluent les loyers fixes, les loyers variables qui dépendent d'un indice ou d'un taux et les paiements relatifs aux options d'extension, de résiliation ou d'achat dont l'exercice est raisonnablement certain. Lorsque les paiements de location comprennent des montants relatifs à des composantes non locatives, ils sont inclus dans le calcul de l'obligation locative.

5 Cession d'une filiale

Le 11 juin 2019 la Société a annoncé la vente des actions de sa filiale Réseau LesPAC Inc. à Trader Corporation pour un montant en espèces de 18 960 206 \$ déduction faite des frais de transaction de 300 000 \$ et des ajustements de fonds de roulement. Au 30 juin, une balance de prix de vente de 1 000 000 \$ ainsi qu'un ajustement de fonds de roulement approximatif de 310 206 \$ étaient à recevoir. La valeur comptable des actifs nets cédés le 11 juin 2019 s'est établie à 19 216 947 \$ ce qui a donné lieu à une perte sur cession de 256 741 \$ comptabilisée dans l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat.

La valeur comptable des actifs et des passifs cédés est résumée ci-dessous :

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Au 11 juin 2019 \$
Actifs courants	1 287
Actifs incorporels	439
Actifs incorporels d'acquisition	13 819
Actifs d'impôts différés	4 364
Passifs courants	(692)
	<hr/>
	19 217

6 Information sectorielle

La Société n'a qu'un seul secteur isolable.

L'information relative aux secteurs géographiques est la suivante :

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Trois mois terminés les 30 juin	
	2019 \$	2018 \$
Revenus		
Canada	10 884	11 680
États-Unis	8 485	8 686
Europe	456	264
Asie et autres	403	498
	20 228	21 128

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Au 30 juin	Au 31 mars
	2019 \$	2019 \$
Actifs non courants		
Canada	86 694	81 352
États-Unis	28 228	24 396
Asie et autres	-	6
	114 922	105 754

Les revenus sont attribués aux régions géographiques en fonction de l'emplacement des clients.

Les actifs non courants comprennent les immobilisations corporelles, les actifs incorporels, les actifs incorporels d'acquisition, les actifs au titre du droit d'utilisation et le goodwill.

7 Revenus

Les revenus se détaillent comme suit :

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Trois mois terminés les	
	2019	2018
	\$	\$
Revenus tirés de droits d'utilisation	14 715	15 339
Revenus tirés de frais transactionnels	2 314	2 467
Revenus tirés de la vente de publicité	781	1 281
Revenus tirés de services professionnels	2 030	1 626
Revenus tirés de service de maintenance et d'hébergement	309	303
Autres	79	112
	20 228	21 128

8 Actifs détenus en vue de la vente

Le 26 mars 2019, le conseil d'administration de la Société a décidé de céder les activités des unités génératrices de trésorerie LesPAC, Jobboom et Réseau Contact et a entamé par la suite des négociations avec des parties intéressées. La cession de ces actifs cadre avec la stratégie à long terme de la Société, laquelle consiste à se concentrer sur les activités envers les clients commerciaux. Tel que décrit à la note 6, les activités de LesPAC ont été vendues le 11 juin 2019. Les activités de Jobboom et Réseau Contact, qui devraient être vendues dans un délai de 12 mois, ont été désignées comme un « groupe d'actifs détenu en vue de la vente » et sont présentées séparément dans l'état de la situation financière au plus faible de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de leur valeur comptable.

Les tableaux suivants résument la valeur comptable des actifs et des passifs classés comme détenus en vue de la vente :

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 juin 2019 \$
Type d'actifs	
Comptes débiteurs	633
Impôts sur les résultats à recevoir	515
Charges payées d'avance et dépôts	14
Crédits d'impôts	172
Actifs intangibles	55
Actifs intangibles d'acquisition	7 221
Total actifs détenus en vue de la vente	8 610

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 juin 2019 \$
Type de passifs	
Comptes créditeurs et charges à payer	276
Revenus différés	2 286
Total passifs détenus en vue de la vente	2 562

9 Dette à long terme

Le 18 décembre 2015, la Société a renouvelé sa convention de crédit, qui avait été conclu préalablement le 10 novembre 2011 (la « Convention de crédit »), auprès de trois institutions financières canadiennes en vertu de laquelle les prêteurs ont mis à la disposition de la Société une facilité de crédit renouvelable garantie de cinq ans de 80 000 000 \$ (80 000 000 \$ au 31 mars 2019) (la « Facilité de crédit ») et un prêt accordéon de 40 000 000 \$ (40 000 000 \$ au 31 mars 2019) lequel est sujet à l'approbation des prêteurs.

La Facilité de crédit expire le 18 décembre 2020 et tout montant impayé est dû en totalité à l'échéance. Tous les montants en vertu de la Convention de crédit sont remboursables avant échéance sans pénalités. Au 30 juin 2019, le montant impayé relativement à la facilité de crédit s'élevait à 13 204 769 \$ (25 004 359 \$ au 31 mars 2019) et celui-ci est remboursable en totalité au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2021.

La Facilité de crédit porte intérêt à un taux fondé soit, sur le taux préférentiel canadien, sur le taux CDOR ou sur le taux des acceptations bancaires plus une marge applicable dans chacun des cas. Cette marge varie en fonction du ratio de dette totale par rapport au bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (BAIIA) tel qu'il est décrit ci-dessous. Au 30 juin 2019, le taux en vigueur était de 1,96 % (1,97 % au 31 mars 2019) et la marge applicable était de 1,45 % (1,45 % au 31 mars 2019). De plus, la portion non utilisée de la Facilité de crédit porte intérêt à 0,29 % (0,29 % au 31 mars 2019) à titre de commission d'attente.

Toutes les obligations quant à la Convention de crédit sont garanties par une sûreté (hypothèque) de premier rang sur substantiellement tous les actifs, corporels et incorporels, présents et futurs, de la Société.

La Convention de crédit contient certains engagements et certains cas de défaut d'usage pour des emprunts de cette nature, y compris certaines limitations concernant les investissements et acquisitions, les dépenses en capital et les distributions. La Convention de crédit est également assortie de clauses restrictives qui exigent le maintien de certains ratios financiers. Au 30 juin 2019, la Société respectait les ratios financiers prescrits en vertu de ces clauses restrictives :

1. un ratio de couverture des charges fixes d'au moins 1,20:1,00 (1,20:1,00 au 31 mars 2019) en tout temps; et
2. un ratio de dette totale par rapport au BAIIA n'excédant pas 3,0 (3,0 au 31 mars 2019).

Les éléments tels que les charges fixes, la dette totale et le BAIIA qui sont utilisés dans le calcul des ratios ci-dessus sont définis précisément dans la Convention de crédit.

Les ratios financiers sont calculés sur la base de l'information financière de la période de douze mois se terminant à la date où le ratio est calculé.

Le tableau suivant présente les dettes à long terme en vigueur :

	Au 30 juin	Au 31 mars
	2019	2019
	\$	\$
<i>En milliers de dollars canadiens</i>		
Facilité de crédit renouvelable, portant intérêt au taux des acceptations bancaires plus une marge de 1,45 % (1,45 % au 31 mars 2019), échéant en décembre 2020	13 205	25 004
Frais de financement reportés i)	(60)	(69)
	13 145	24 935

i) Les frais de financement reportés sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

10 Capital-actions

- a) Autorisé et payé, en nombre illimité
 - Actions ordinaires;
 - Actions privilégiées, à être émises en séries, dont les termes, les conditions et les dividendes devront être déterminés par le conseil d'administration au moment de l'émission.
- b) Dividendes déclarés

Subséquemment à la période de trois mois terminée le 30 juin 2019, soit le 6 août 2019, la Société a annoncé le versement d'un dividende en espèces de 0,10 \$ par action, payable le 15 octobre 2019 aux actionnaires inscrits le 1er octobre 2019.

Période de trois mois terminée le 30 juin 2019

Le 11 juin 2019, la Société a annoncé le versement d'un dividende en espèces de 0,10 \$ par action, payable le 15 juillet 2019 aux actionnaires inscrits le 2 juillet 2019.

Période de trois mois terminée le 30 juin 2018

Le 12 juin 2018, la Société a annoncé le versement d'un dividende en espèces de 0,10 \$ par action, payable le 16 juillet 2018 aux actionnaires inscrits le 3 juillet 2018.

11 Charges par nature

Le résultat d'exploitation inclut notamment les éléments suivants :

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Trois mois terminés les 30 juin	
	2019	2018
	\$	\$
Amortissements		
Immobilisations corporelles	241	271
Actifs incorporels	438	611
Actifs incorporels d'acquisition	601	1 189
Actif au titre du droit d'utilisation	350	-
Total	1 630	2 071
Charges au titre des avantages du personnel		
Salaires et charges sociales	11 781	11 314
Indemnités de fin de contrat de travail	1	65
	11 782	11 379
Crédits d'impôt	(1 033)	(869)
Total	10 749	10 510

12 Informations supplémentaires aux flux de trésorerie et à l'état du résultat

a) La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement s'établit comme suit :

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Trois mois terminés les 30 juin	
	2019 \$	2018 \$
Diminution (augmentation) des		
Comptes débiteurs	(28)	220
Crédits d'impôt à recevoir	642	(869)
Charges payées d'avance et dépôts	155	420
Augmentation (diminution) des		
Comptes créditeurs et charges à payer	(2 841)	(1 337)
Autres créditeurs	260	80
Revenus différés	351	514
Total	(1 461)	(972)

b) Les Frais financiers comprennent ce qui suit :

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Trois mois terminés les 30 juin	
	2019 \$	2018 \$
Amortissement des frais de financement reportés	9	10
Intérêts sur obligation locative	91	-
Intérêts sur la dette à long terme	254	267
Total	354	277

13 Reclassement des charges de technologie et coût des services

Lors de l'exercice financier terminé le 31 mars 2019, la Société a procédé au reclassement de certains coûts de Technologie afin de les présenter en tant que Coût des services à l'état consolidé des résultats. Ce reclassement a été effectué lors du quatrième trimestre de l'exercice 2019, par conséquent les trois premiers trimestres de l'exercice 2019 ne contenaient pas cet ajustement. La Société a estimé que le reclassement pour le premier trimestre de l'exercice 2019, soit celui terminé le 30 juin 2018, s'établissait à 775 106 \$. Par conséquent, un montant de 775 106 \$ initialement présenté dans la rubrique Technologie au 30 juin 2018 a été reclassé en tant que Coût des services à l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat.

14 Coentreprise

En date du 29 mai 2018, le conseil d'administration de Société d'investissement M-S, S.E.C. « GWS », une coentreprise détenue à 50 % par la Société, a voté une résolution unanime afin de dissoudre et liquider GWS. La dissolution ainsi que la distribution des sommes résiduelles aux coentrepreneurs ont été effectuées le

27 juillet 2018. Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2018, la Société a reçu un montant de 425 000\$ en tant que distribution provenant de GWS.

Au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2019, la Société a rechargé à GWS des charges d'exploitation pour un montant de néant \$ (2 743 \$ en 2018). Ces recharges ont été présentées à l'encontre des charges d'exploitation à l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat.

Ces transactions ont eu lieu dans le cours normal des activités et ont été mesurées au montant de la contrepartie convenue par les parties.